

CONVENTION SIHAM

Convention de déploiement et exploitation du
logiciel de gestion des ressources humaines Siham

CONVENTION SAJ-DSSE N° 23-03-01

ENTRE :

L'Agence de mutualisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche (Amue)

103 boulevard Saint-Michel
75005 Paris

Groupement d'intérêt public, dûment représenté par son directeur, Monsieur Simon LARGER

ci-après désigné « l'Amue » ou « l'Agence »

ET

Avignon Université

74, rue Louis Pasteur
84029 Avignon CEDEX 1

SIRET : 19840685200204

dûment représentée par son Président, Monsieur Philippe ELLERKAMP

ci-après désigné « l'Etablissement »

Il est convenu ce qui suit :



Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'Etablissement et l'Amue coopèrent pour le déploiement et l'exploitation du logiciel de gestion des ressources humaines Siham visant une mise en production du module de gestion administrative en avril 2024.

La solution Siham constitue un ensemble de modules décrits au plan produit affiché et dont la trajectoire est partagée en comité de pilotage.

Siham couvre les modules de :

- Gestion administrative
- Gestion des carrières
- Préliquidation de la paie
- Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences, entretien professionnel, formation

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de la dernière signature recueillie.

Elle expire au plus tard deux mois après la fin d'exploitation de Siham par l'une ou l'autre des parties.

Article 3 : Engagements communs

3.1 Conduite de projet

L'Etablissement et l'Amue s'engagent mutuellement à une coopération étroite sur ce projet.

Ils s'engagent à faire, à chaque étape principale du déploiement et de l'exploitation de Siham, une analyse de risques pour garantir le bon déroulement du projet.

Ils s'engagent à respecter le macro-planning joint en annexe 1 à la présente convention ainsi que les conditions générales de service de l'Amue votées par l'Assemblée générale de l'Amue, en vigueur.

3.2 Partage d'expérience

L'Etablissement s'engage à faire bénéficier l'Agence et l'ensemble des établissements engagés dans le projet Siham de l'expérience qu'il acquiert dans la mise en œuvre et l'utilisation de Siham.

Dans le cadre de ce partage d'expérience, l'Agence peut solliciter les formateurs de l'établissement pour mettre à profit leurs connaissances auprès d'autres établissements.

L'Etablissement s'engage à faire connaître à l'Agence toutes les anomalies de fonctionnement qu'il constate tant sur le logiciel Siham que sur l'ensemble des documentations mises à disposition ainsi que sur tout l'outillage de déploiement (supports et bases de formations...) et à lui faire connaître toutes les remarques et observations sur l'adéquation du paramétrage Siham. Il s'engage à lui fournir tous les éléments utiles pour une analyse détaillée des anomalies constatées.



Article 4 : Engagements de l'établissement

4.1 Prérequis

L'Etablissement s'engage à convenir avec l'Agence de la configuration matérielle et système supportant la souche Siham.

Cette configuration devra être conforme aux préconisations précisées dans le Cahier des Charges d'Implantation (CCI) annexé à la présente convention (CCI : annexe 2).

Il s'engage à respecter la configuration matérielle, s'assure de l'approvisionnement et de la mise en œuvre de la plateforme et du système supportant la souche Siham comme décrit dans le Cahier de Charges d'Implantation (CCI).

4.2 Acquisition et Maintenance des licences HR Access utilisées par Siham

L'Etablissement s'engage à acquérir et à maintenir les licences du logiciel HR Access nécessaires à l'exploitation de l'outil Siham par le biais de l'Amue.

La signature de la convention vaut commande à l'Amue de l'acquisition et de la maintenance des licences nécessaires à l'exploitation de Siham.

Cette disposition vaut pour la durée d'exploitation de Siham par l'Etablissement et tant que l'Amue est en mesure d'assurer une commande mutualisée des licences.

L'Etablissement est responsable de la conformité à la convention des renseignements fournis à l'Amue et de leur mise à jour annuelle.

L'Etablissement s'engage à respecter le périmètre du droit d'usage des licences HR Access acquises par l'Amue dans le cadre de la présente convention.

En cas d'inexactitude des chiffres qu'il aura déclarés ou d'usage qu'il ferait en dehors du périmètre autorisé par l'Amue dans le cadre du projet Siham, l'Etablissement est responsable des conséquences financières et juridiques qui pourraient en résulter, en particulier en cas d'audit de l'éditeur.

4.3 Equipe projet

L'Etablissement désigne une équipe projet.

L'équipe projet de l'Etablissement est composée d'un chef de projet, deux correspondants fonctionnels, deux correspondants techniques et d'un « commanditaire » chargé de porter politiquement le projet.

L'Etablissement s'engage à communiquer dès que possible, et au plus tard le 15 avril 2023 les coordonnées du chef de projet.

Les coordonnées du reste de l'équipe dont celles des correspondants fonctionnels et techniques, devront être communiquées au plus tard le 30 avril 2023.

Le Chef de projet de l'Etablissement travaille en étroite coordination avec l'équipe projet de l'Amue. Il doit impérativement tenir l'Amue informée, dès la survenance de difficultés majeures liées, aussi bien au fonctionnement du produit Siham et à son intégration dans le Système d'Information de l'Etablissement, qu'au déroulement interne du projet de déploiement, afin d'évaluer avec l'Amue les impacts sur le planning de déploiement de la vague figurant en annexe 1 de la présente convention.



Les principales activités des correspondants sont définies dans la charte d'assistance annexée à la présente convention.

Sur la durée de la convention, l'Etablissement s'engage à assurer, autant que possible, la stabilité des intervenants pour un même profil, ou à réaliser le transfert de compétences en cas de remplacement d'un intervenant.

4.4 Conduite de projet

L'Etablissement s'engage à mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour une mise en production de la solution Siham conformément au planning annexé à la convention.

Il s'engage à participer au séminaire de lancement organisé par l'Amue.

Il s'engage à fournir à l'Amue les éléments nécessaires pour le paramétrage de sa version Siham dans le respect de ce planning.

L'Etablissement s'engage à préparer la reprise des données conformément aux recommandations produites dans le cadre du projet, notamment par la mise en qualité des données à reprendre et ceci dès la signature de la présente convention.

Afin d'assurer la qualité des données il doit mobiliser ses équipes métiers aussi bien sur la fiabilisation des données actuelles, Harpège ou autres, que sur le contrôle des données reprises (qualité et complétude).

Il prend en charge la création et la validation préalable de ses demi-interfaces avec Siham pour les applicatifs propres à l'écosystème de son système d'information, en respectant les règles et les normes d'interfaçage du produit Siham.

Il s'engage à fournir l'ensemble des éléments nécessaires à ce projet au format et dans les conditions prévues au kit de déploiement que l'Amue met à la disposition de l'établissement au démarrage de son projet.

4.5 Règlement de protection des données personnelles (RGPD)

L'Etablissement est responsable du traitement des données personnelles utilisé au travers du logiciel Siham.

La mise à disposition d'une solution de gestion de base de données, en l'espèce le logiciel Siham, n'implique pas directement le traitement de données personnelles par l'Amue.

Par conséquent, l'Amue ne pourra être considérée comme sous-traitant de données personnelles qu'à titre exceptionnel.

En effet, l'Amue peut être amenée à traiter des données personnelles **uniquement** dans son activité d'assistance à l'exploitation, menée dans le cadre de sa mission d'accompagnement à la mise en place du produit.

Dans ce cadre, l'Amue s'engage à respecter l'ensemble des principes suivants :

- Aucun traitement de données à caractère personnel n'est autorisé



- Les données à caractère personnel doivent avoir été préalablement anonymisées par l'Etablissement avant d'être déposées sur DADM ou transmis à l'Amue
- L'accès aux environnements de production renfermant des données à caractère personnel est et doit être interdit au personnel de l'Amue
- Les interventions d'assistance à l'exploitation nécessitant exceptionnellement un accès à l'environnement de production en dysfonctionnement doivent être effectuées avec un membre de l'équipe de l'Etablissement disposant des droits nécessaires et appeler à effectuer les manipulations préconisées par l'Amue (jamais d'accès direct par le personnel de l'Amue, ou par celui d'un éventuel sous-traitant).

Cas des données réelles en exploitation consultées sur site par l'Amue ou transmis à l'Amue ou un éventuel sous-traitant mandaté par l'Amue

En cas d'urgence exceptionnelle ou s'il n'est pas possible de procéder sans connaissance de données à caractère personnel réelles, le traitement par l'Amue desdites données ne doit s'effectuer qu'avec l'unique finalité de résoudre le dysfonctionnement fonctionnel de l'application en exploitation.

De plus, ces données à caractère personnel transférées en cas d'absolue nécessité doivent être immédiatement détruites dès l'atteinte de cette finalité.

Enfin, les clauses de confidentialité professionnelles auxquelles sont soumis les personnels de l'Amue encadrant la prise de connaissance de données à caractère personnel pendant leur mission interdisent non seulement la diffusion à un tiers par quelque moyen que ce soit mais aussi l'enregistrement même temporaire de données réelles appartenant aux établissements sur dispositif de stockage individuel.

Conformément à l'article 37 du règlement, les établissements nomment un délégué à la protection des données de l'établissement ou Data Protection Officer (DPO) chargé de piloter la démarche de mise en conformité au sein des Etablissements.

Afin de faciliter les formalités de déclaration de traitement de données personnelles aux établissements en tant que responsable de traitement, une fiche de registre pré remplie correspondant au logiciel Siham est disponible en suivant lien ci-dessous :

http://www.amue.fr/fileadmin/amue/CNIL/Siham/Traitements_executables_via_offre_si_amue_-_siham.rtf

Il appartient au DPO de l'Etablissement de valider cette fiche de registre avant de l'insérer dans le registre officiel des traitements

Pour rappel et dans l'objectif de se conformer à ses obligations, en matière de protection des données personnelles découlant de l'application du règlement européen, l'Etablissement devra en sa qualité de responsable de traitement :

- Annoncer aux personnes concernées par la collecte la finalité du traitement des données ;
- Vérifier la pertinence de la collecte au regard de la finalité déterminée ;
- Limiter la conservation des données ;
- Respecter les droits des personnes ;
- Garantir la sécurité des données par des mesures appropriées.



4.6 Sécurité

Dans le cadre de l'exploitation du logiciel Siham, l'Etablissement doit respecter la réglementation en vigueur et notamment :

- Le Référentiel Général de Sécurité (RGS) : L'Etablissement est considéré comme une Autorité Administrative au sens de l'ordonnance n° 2005-1516 relative aux échanges électroniques entre autorités administratives.
- La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE) : elle s'applique à tous les systèmes d'information (SI) des administrations de l'État.

4.7 Hébergement et administration/exploitation par un tiers

L'Etablissement est responsable de l'hébergement de l'application. Dans le cas où cet hébergement est confié à un Tiers, l'établissement reste responsable du respect de la configuration matérielle, et de la mise en œuvre de la plateforme et du système supportant la souche Siham comme décrit dans le Cahier de Charges d'Implantation (CCI).

Si l'exploitation/administration de la plateforme supportant Siham est externalisée, il convient que les exploitants externes fassent partie des correspondants techniques.

Article 5 : Engagements de l'Amue

5.1 Mise à disposition des licences

L'Amue met à disposition de l'Etablissement les licences HR Suite nécessaires au déploiement et à l'exploitation du produit Siham.

Afin de permettre une gestion et une tarification mutualisée des licences, l'éditeur de la solution exige que l'Amue demeure propriétaire des droits d'usage des licences ainsi mises à disposition de l'Etablissement.

Le nombre de licences mises à disposition par l'Amue est conforme à la déclaration du nombre d'ETP gérés dans la présente convention puis dans la fiche relative aux chiffres clés renseignée annuellement par l'Etablissement pour chaque année d'exploitation.

L'Etablissement est responsable de l'exactitude des renseignements fournis.

5.2 Accompagnement au déploiement

L'Amue s'engage à fournir à l'Etablissement un accompagnement sous réserve du versement de la redevance de déploiement décrite à l'article 10.2 et du respect du planning de déploiement.

Cet accompagnement comprend un accompagnement métier et organisationnel ainsi qu'un accompagnement au déploiement fonctionnel et technique.

5.2.1 Accompagnement métier et organisationnel

L'Amue s'engage à fournir à l'Etablissement un accompagnement métier et organisationnel à la mise en place de Siham.

Cet accompagnement méthodologique comprend :



- Un séminaire de lancement ;
- Des ateliers thématiques à distance ;
- Un accompagnement à distance sur les thématiques « plan de formation et plan de communication » ;

La liste des formations et ateliers ainsi que le nombre de places autorisées par action est indiqué ci-dessous :

Ateliers	Places	Public
Fiabilisation de données	N/A	Centre de compétences
SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe projet : échanges, questions / réponses fiabilisation (à distance)	N/A	Centre de compétences

5.2.2 Accompagnement au déploiement fonctionnel et technique

L'Amue s'engage à fournir à l'Etablissement un accompagnement renforcé au déploiement fonctionnel et technique de Siham.

Cet accompagnement renforcé du centre de compétences Siham de l'Etablissement comprend :

- L'accompagnement méthodologique du chef de projet de l'Etablissement et de son équipe sur l'ensemble des chantiers du déploiement (kit et plan de déploiement, séminaires, ateliers, conseil et assistance) ;
- L'assistance à la collecte, le suivi et la livraison de la personnalisation de la souche Siham ;
- L'installation de Siham sur les plateformes de l'établissement des instances associées (Production, Pré-production, Reprise) ;
- L'accompagnement à la mise en qualité des données sous forme de méthodes et d'outils ;
- L'assistance sur site au moment du démarrage (2 jours) ;
- La formation initiale des formateurs de l'Etablissement à l'utilisation de Siham ainsi que le conseil et le suivi du plan de formation défini avec l'établissement.
- La reprise des données que l'Etablissement aura fiabilisées.

La liste des formations et ateliers ainsi que le nombre de places autorisées par action est indiqué ci-dessous :

Formations	Places	Public
Formation équipe technique : Administration et exploitation technique	4	Equipe technique
Formation équipe projet : Personnalisation (à distance)	4	Equipe projet
SIHAM - Formation équipe projet : les fondamentaux SIHAM pour équipe projet	6	Equipe projet
SIHAM - Formation centre de compétences / formation des formateurs : les fondamentaux GA pour SIHAM	6	Centre de compétences
SIHAM - Formation centre de compétences / formation des formateurs approfondissement	6	Centre de compétences
Formation utilisateurs : SIHAM - pilotage RH, UO, emplois, postes, structures et affectations (à distance)	4	Formateurs Utilisateurs RH
Formation utilisateurs : SIHAM – personnalisation des actes (à distance)	4	Centre de compétences



Formations	Places	Public
Formation utilisateurs : SIHAM – habilitations (à distance)	4	Centre de compétences
Formation équipe technico-fonctionnelle : Modèle de données – HR Query (à distance)	2	Equipe technique Informaticien de gestion
SIHAM - Formation utilisateurs : Visioconférence de présentation technico-fonctionnelle de la gestion collective (à distance)	4	Centre de compétences
SIHAM - Atelier de formateurs : la mise en pratique/accompagnement expert établissement (sur site)	12	Gestionnaires
Formation utilisateurs : SIHAM – gestion du CIR	4	Centre de compétences

Ateliers	Places	Public
SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe technique : présentation et démarche d'accompagnement technique (à distance)	4	Equipe technique
SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe projet : présentation interfaçage écosystème (à distance)	4	Equipe technique
SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe projet : questions réponses interfaçage écosystème (à distance)	4	Equipe technique
SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe projet : présentation de la prise en charge décentralisée (à distance)	4	Centre de compétences
SIHAM - Accompagnement - Webconférence technico-fonctionnel : présentation de la prise en charge décentralisée (via interface) (à distance)	4	Centre de compétences
<i>SIHAM - Accompagnement - Webconférence équipe projet : présentation habilitations (à distance)</i>	4	Centre de compétences
Présentation du déversement de la paie en GFC <i>Visioconférence</i>	4	Centre de compétences
Présentation technico-fonctionnelle modèle BO SIHAM <i>Visioconférence</i>	4	Formateurs Utilisateurs RH
SIHAM - Accompagnement centre de compétences : Accompagnement au démarrage en GA experte établissement	4	Centre de compétences
Atelier de questions / réponses sur le déversement de la paie en GFC <i>Visioconférence</i>	4	Formateurs Utilisateurs RH

Des places supplémentaires peuvent être attribuées à l'Etablissement à sa demande et en fonction des places disponibles ; elles seront facturées selon le tarif en vigueur au jour de la demande figurant sur la plaquette des contributions des adhérents au financement de l'Amue disponible sur son site internet.

Les prestations de l'Amue ne comprennent pas :

- La formation à un public plus large que celui précité ;
- Tout cursus de formation ou accompagnement autres que ceux cités précédemment ;
- Les frais de mission, le transport et l'hébergement des personnes formées.

Dans le cadre de l'amélioration continue des déploiements, ces actions peuvent faire l'objet d'ajustements mineurs en cours de déploiement.



Article 6 : Assistance et Support

6.1 Organisation du support de premier niveau, auprès des utilisateurs

Le support de 1^{er} niveau est assuré par les correspondants fonctionnels et techniques de l'Etablissement.

Il consiste principalement à répondre aux questions des utilisateurs, questions auxquelles les correspondants doivent être en mesure de répondre en raison de la formation qu'ils ont suivie et/ou de l'ensemble documentaire mis à disposition par l'Amue sur l'espace Siham.

Les correspondants fonctionnels et techniques doivent organiser et mettre en place le support auprès des utilisateurs finaux.

L'Etablissement s'engage à aménager le plan de charge des correspondants fonctionnels et techniques de façon à ce qu'ils puissent s'investir suffisamment dans le projet (formations, lecture de l'ensemble documentaire...) et à ce qu'ils soient ainsi en capacité d'assurer le support de 1^{er} niveau.

Pour permettre aux correspondants fonctionnels et techniques d'assumer pleinement leur rôle et d'accéder à l'*Espace des Correspondants*, deux guides figurant en annexes de la convention leur seront remis :

- Le guide du correspondant en annexe 3
- La charte d'assistance en annexe 4.

6.2 Organisation du support de deuxième niveau, auprès des correspondants

Dans le cadre de l'accompagnement, l'Amue fournit :

- Une assistance à l'utilisation de niveau 2 (prise en compte des demandes d'assistance venant des correspondants des établissements, suivi des corrections des anomalies, suivi des livraisons, ...)
- Un engagement de correction des anomalies dans le respect de la charte assistance de l'Agence.

L'assistance technique et fonctionnelle de niveau 2 assurée par l'Amue n'intervient que dans le cas où les difficultés ne peuvent être surmontées à l'aide de la documentation et des outils fournis.

Seuls les correspondants de l'établissement peuvent utiliser ce service, accessible via l'outil de demande d'assistance DADM. Un maximum de deux correspondants fonctionnels et deux correspondants techniques sera autorisé pour la déclaration des demandes d'assistance dans la base DADM de l'Amue.

Cette assistance peut être bornée en volume par l'Amue si le nombre de tickets ouverts par certains d'entre eux peuvent engendrer une dégradation du service pour les autres établissements utilisateurs.

Le rôle des correspondants ainsi que les conditions d'utilisation de ce service sont décrits en annexe 3 (guide du correspondant) et en annexe 4 (charte d'assistance).



6.3 Assistance et Support HR Access

Sous réserve du paiement de la maintenance des licences comme prévu à l'article 10.1.2 de la présente convention, le support Editeur est assuré par l'Editeur de la licence selon les termes et modalités définis dans les accords-cadres de l'Amue relatifs à l'acquisition et la maintenance des licences nécessaires à Siham.

Le pilotage du support applicatif relatif au standard HR Access est assuré par l'Editeur en lien avec l'Amue.

Les conditions de maintenance issues de l'accord-cadre SAJ-DCSI 16-27 de l'Amue, prolongé par avenant en 2022, sont annexées à la présente convention en annexe 5.

A l'échéance de l'accord-cadre, l'Amue informera l'Etablissement des nouvelles conditions de maintenance.

Article 7 : Prestations complémentaires

7.1 Prestations complémentaires d'accompagnement

En complément des actions de déploiement réalisées par l'Amue, si l'Etablissement souhaite être accompagné de façon plus intense ou déléguer un ou plusieurs chantiers, il peut faire appel à des prestations spécifiques au travers des accords-cadres de l'Amue relatifs à la TMAE et au déploiement de Siham et des actes subséquents associés.

Ces actions ne sont pas couvertes dans la démarche de déploiement proposée dans le cadre de cette convention, et seront couvertes soit par avenants, soit dans le cadre de prestations spécifiques sur devis.

7.2 Autres prestations complémentaires

L'Amue a conclu d'autres accords-cadres, disponibles sur le site de l'Amue, facilitant la mise en œuvre d'un projet de transformation comme Siham, et particulièrement :

- Conduire un audit organisationnel ;
- Infogérance.

L'ensemble des informations liées à ces accords-cadres est disponible sur le site de la centrale achats de l'Amue.

Article 8: Intégrité et bon fonctionnement de la souche Siham et développements locaux

Pour permettre la stabilité de la souche Siham produite dans le cadre du projet, l'Etablissement s'engage à ne pas y apporter de modifications autres que celles rendues possibles par les options de personnalisation du produit telles qu'elles sont fixées par le guide d'adaptation, et mises en œuvre par l'Amue et l'intégrateur de la solution. Cet engagement doit être maintenu pendant toute la durée du maintien en conditions opérationnelles du produit Siham dans l'établissement.



Il s'engage à respecter la configuration matérielle et système supportant la souche Siham, tel que défini dans le cahier des charges d'implantation en vigueur au moment de la mise en production ainsi que pour les évolutions éventuelles.

Tout développement ou exploitation d'interface pour des applicatifs tiers à l'offre Amue est à la charge de l'établissement.

Toute interface est de la responsabilité unique de l'établissement qui en est l'intégrateur.

L'Etablissement s'engage à ne pas apporter de modifications à la souche du logiciel Siham, autres que celles rendues possibles par les options de paramétrage et de personnalisation du produit.

Aucune modification apportée au logiciel Siham par l'Etablissement n'est garantie par l'Amue.

En particulier, la garantie du logiciel ne s'applique pas pour toutes modifications de données directement en table si les interfaces et/ou autres développements spécifiques en lien avec Siham conduisent à corrompre des données ou à bloquer les flux.

De même, l'utilisation de tout outil de chargement de données n'ayant pas reçu une validation n'est pas garantie.

Article 9 : Evolution

Dans le cadre de la présente convention, et sous réserve du paiement de la RDD, l'Amue s'engage à livrer la solution Siham dans sa dernière version disponible.

9.1 Maintenance adaptative, corrective et réglementaire

Sous réserve du paiement par l'Etablissement de la Redevance Annuelle Mutualisée (RAM) telle que décrite à l'article 10.3, l'Amue s'engage à fournir à l'Etablissement une maintenance adaptative, corrective et réglementaire de la version de Siham pour laquelle la présente convention a été signée.

La maintenance adaptative regroupe toutes les actions permettant d'assurer le maintien en condition opérationnelle de Siham lors d'un changement de version d'une de ces briques logicielles.

La maintenance corrective regroupe toutes les actions permettant de corriger un dysfonctionnement constaté.

La maintenance réglementaire regroupe toutes les actions visant à modifier Siham en vue de le rendre conforme à la réglementation en vigueur en France.

Cette maintenance est assurée conformément à la charte d'assistance annexée à la présente convention.

9.2 Evolutions

Le comité de pilotage Siham instruit et priorise les demandes d'évolutions mutualisables, elles seront validées par le directeur de l'Amue sous réserve de leur soutenabilité budgétaire.

9.3 Nouvelles versions majeures

La livraison d'une nouvelle version majeure du produit ne fait pas partie des prestations d'accompagnement fournies par l'Amue dans le cadre de cette convention.



En cas de nouvelle version majeure du produit, un avenant pourra être conclu afin de préciser les conditions techniques et financières de son déploiement et de son exploitation.

Article 10 : Conditions financières

10.1 Cout des licences des logiciels utilisés par Siham

L'acquisition des licences HR Access nécessaires au fonctionnement de Siham puis l'acquittement des coûts de maintenance annuelle pour ces licences sont effectués directement par l'Amue auprès de l'Editeur via son accord-cadre.

10.1.1 Acquisition des licences

L'acquisition des licences est facturée à l'Etablissement par l'Amue à la signature de la convention en fonction du nombre d'ETP communiqués par celui-ci à l'article 10.4.

Le montant des licences HR Access et de leur maintenance est calculé en fonction du nombre d'ETP (équivalent temps plein) gérés déclaré annuellement par l'Etablissement et inscrit au plafond d'emplois.

Le prix de la licence par ETP géré est calculé en fonction du mécanisme (commande groupée portée par l'Amue ou non) et du volume de la commande globale effectuée auprès de l'Editeur, conformément aux conditions négociées de l'accord-cadre conclu entre l'Amue et l'Editeur du progiciel décrites en annexe 6.

Hors remise, en 2023, le prix de licence est de 17,33 €HT/ ETP géré.

En cas de commande groupée de l'Amue auprès de l'Editeur, sous réserve que le seuil des 10 000 licences cumulées de la vague de déploiement dans laquelle s'inscrit l'Etablissement soit atteint, le prix en 2023 de la licence est de 9,12 €HT/ETP géré.

Ces prix sont révisés annuellement en fonction de l'indice Syntec et selon les mécanismes prévus à l'accord-cadre de l'Amue.

En cas d'évolution du nombre d'ETP déclarés dans la fiche relative aux chiffres clés adressée par l'Amue pour facturation des contributions de l'année, l'Etablissement devra s'acquitter du montant des licences complémentaires correspondantes.

Le plafond d'emplois est déterminé par la somme des plafonds d'emplois sur subvention de l'Etat et sur ressources propres lorsqu'ils figurent au budget primitif de l'Etablissement voté par son conseil d'administration, le budget de référence étant le budget primitif voté par le conseil d'administration pour l'année N-2.

L'année N étant l'année en cours au moment de la commande.

Il est à noter que :

- ne peuvent être pris en compte dans cette évaluation :



- les personnels « hébergés » (personnels rémunérés par des partenaires de l'Amue ou de l'Adhérent et travaillant dans une structure de l'Adhérent) bien qu'ils aient vocation à être enregistrés dans le SIRH de l'Etablissement ;
 - **toutes les rémunérations au titre de prestations accessoires/vacations**, soit :
 - o les volontaires ;
 - o les stagiaires de courte durée
 - o les personnels intérimaires
 - o les intervenants extérieurs
 - o les tutorats
 - o les contrats CIFRE
 - o les vacataires/collaborateurs occasionnels
 - o les chargés d'enseignements/agents temporaires vacataires
 - Les congés non rémunérés
 - Pour les agents non titulaires en cas de congé de grave maladie, de congé pour accident du travail, de congé pour maladie professionnelle, de congés de maternité ou parentaux
 - Les détachements sortants
 - Les mises à disposition entrantes.
- Doivent être pris en compte dans cette évaluation du nombre d'ETP :
 - Les doctorants contractuels rémunérés au titre du décret n° 2016-1173 du 29 août 2016 modifiant le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche doivent être décomptés dans les ETP de l'Etablissement
 - Les délégations d'enseignants-chercheurs
 - Les mises à disposition sortantes
 - Les détachés entrants
 - Toutes les situations de congés ou d'absences sont comptabilisées en ETPT dès lors qu'elles sont rémunérées (rémunération d'activité).

10.1.2 Maintenance des licences

La maintenance des licences est facturée à l'Etablissement par l'Amue annuellement, terme à échoir.

Pour la première année de maintenance, la période annuelle de maintenance associée débutera dès réception des licences. Elle sera facturée à l'Etablissement à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les années suivantes et sur la base des chiffres clés communiqués dans la fiche relative aux chiffres clés pour le calcul de la RAM, l'Amue facture à l'Etablissement la maintenance annuelle de ses licences en début de chaque année.

En cas de non transmission annuelle des chiffres, nécessaire au calcul du coût de la maintenance de la licence et des éventuels compléments de licence, une facture est établie sur la base forfaitaire de 20 000 €HT.

En cas d'évolution du nombre d'ETP déclarés dans la fiche relative aux chiffres clés adressée par l'Amue pour facturation des contributions de l'année, l'Etablissement devra s'acquitter du montant des licences complémentaires correspondantes et de celui de la maintenance correspondante.

Le prix de la maintenance des licences est égal à 20% du prix d'acquisition révisé annuellement selon les mécanismes prévus à l'accord-cadre conclu par l'Amue.



Dans le cas où l'Amue ne pourrait plus assumer une commande groupée des licences des établissements et de leur maintenance, le prix d'acquisition des licences complémentaires et de la maintenance de l'ensemble des licences sera calculé selon les mécanismes décrits en annexe 6 de la présente convention.

10.2 Coût de l'accompagnement au déploiement

La Redevance de déploiement (RdD) a vocation à couvrir les prestations suivantes :

- Support et accompagnement par les équipes de l'Amue afin d'assurer la réussite du déploiement tel qu'indiqué dans l'article 5.2 ;
- Personnalisation de la souche Siham pour les besoins de l'Etablissement ;
- Formation des formateurs de l'Etablissement ;
- Reprise des données fiabilisées ;
- Installation technique des trois instances Siham (pré-production, production et formation) et préparation à l'exploitation
- Assistance au démarrage
- Accompagnement à la mise en place du centre de compétences pour l'assistance de niveau 1

L'Etablissement considère que la RDD constitue une dépense d'investissement et l'imputera selon les normes en vigueur. Son montant est celui prévu par le dernier tarif adopté par l'assemblée générale de l'Amue soit, dans le cadre du présent déploiement, un montant forfaitaire de 150 000 € HT (cent cinquante mille euros hors taxes), qui pourra être ultérieurement adapté au contexte de déploiement de l'Etablissement au travers de devis complémentaires (tirs de reprise complémentaires, formations dédiées, accompagnement renforcé).

Son versement s'effectuera en trois fois :

- 40% à la signature de la convention,
- 40% à l'installation du logiciel (environnement de pré-production, production et formation)
- 20% à la mise en service.

10.3 Coût d'exploitation

La Redevance Annuelle Mutualisée (RAM) correspond au coût de construction, d'exploitation et d'évolution de la solution Siham dans sa dernière version disponible.

Le droit d'usage de Siham est donc conditionné au paiement de la RAM.

Le montant de la RAM est celui adopté par l'assemblée générale de l'Amue.

A la signature de la présente convention, il comporte :

- une part fixe de 17 600 euros HT ;
- une part variable de 22,40 euros HT par ETP géré.

La définition de l'ETP géré est précisée à l'article 10.1.1 de la convention.

La part variable de la RAM sera actualisée chaque année en fonction des éléments qui sont précisés sur la fiche relative aux chiffres clés disponible sur la plateforme sécurisée de déclaration en ligne mise à disposition par l'Amue.

La fiche des chiffres clés, une fois remplie et visée par l'ordonnateur, est à importer sur la plateforme, le dépôt déclenchera le processus de la facturation des redevances pour l'année en cours.



La RAM est due à compter de l'installation de l'instance de production du logiciel Siham.

L'Etablissement transmet chaque année un bon de commande signé à l'Amue, via la plateforme en ligne ou via l'adresse dag.saf@amue.fr, portant sur les montants dus au titre de l'année en cours. Elle ouvre pour l'Etablissement la possibilité de recourir à l'assistance fonctionnelle et technique.

En cas d'arrêt d'exploitation du produit, la RAM est due pour toute l'année civile.

La migration de Siham Suite 9 donne lieu à un nouveau modèle de financement sous la forme d'appels de fonds anticipés pour une durée de 4 ans. L'Etablissement devra acquitter un complément de RAM dont le montant est de 2,23 € HT (2,676 € TTC) par ETP géré en N-2 de l'année de signature de la convention pour une déclaration de 705 ETP déclaré en 2021.

Son paiement est réparti en appels de fonds de 1 572 € HT par an de 2023 à 2026.

Pour ces redevances, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée conformément au taux en vigueur au jour de la facturation. Un taux de 20% est à ce jour appliqué.

10.4 Chiffres-clés de l'Etablissement

Selon les modalités de détermination de l'article 10.1.1, le nombre d'ETP gérés par l'Etablissement est déclaré annuellement sur la plate-forme en ligne de déclaration des chiffres-clés.

Article 11 : Confidentialité

Les parties sont tenues à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les informations, documents, décisions dont ils auront connaissance dans le cadre du projet objet de la présente convention

Toute information relative au projet dont l'Etablissement, ses représentants ou son personnel aurait pu prendre connaissance, soit avant signature de la présente convention, soit au cours de son exécution est considérée comme confidentielle. Les éventuels documents remis par l'Amue à l'Etablissement restent la propriété de l'Amue.

Il s'interdit également toute utilisation des supports dédiés à l'animation des formations dispensées dans le cadre du projet Siham sans autorisation expresse de l'Amue.

Les obligations ci-dessus stipulées se maintiendront au-delà de la fin de la convention.

Article 12 Propriété intellectuelle

12.1 Dispositions générales

Le logiciel Siham est soumis aux règles qui régissent la propriété intellectuelle.

L'Etablissement s'engage à ne pas porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété de l'Amue, des titulaires et des sous-traitants des accords-cadres de l'Amue relatifs à l'édition et à l'intégration de l'outil Siham.



L'Etablissement s'engage à une obligation d'utilisation aux seules fins pour lesquelles il est conçu et, enfin, à l'interdiction de toute cession partielle ou totale de quelconques droits à des tiers.

12.2 Propriété relative aux progiciels

Les Progiciels, leur documentation, leur système de gestion de base de données et tous les documents remis à l'Etablissement par l'Amue s'entendent d'œuvres originales protégées par le droit de Propriété Intellectuelle. Tous les éléments relatifs à ces Progiciels, leur documentation, les SGBD y compris les études, analyses, documentations, les offres, les jeux d'essai et toutes autres informations et documents remis par l'éditeur ou l'Amue, y compris au titre de la maintenance et des Services Associés, sont et restent l'entière et exclusive propriété de l'Amue, ou de l'Editeur et/ou éventuellement d'un Tiers sous-traitant.

A ce titre, l'Etablissement s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété de l'éditeur et/ou éventuellement du Tiers sous-traitant. A cet effet, l'Etablissement s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la protection desdits droits, tant à l'égard de son personnel que des tiers et maintiendra notamment en l'état toutes les mentions de propriété et copyright. L'Etablissement ne dispose sur ces progiciels que des droits d'usage concédés par l'Amue dans le cadre de son offre.

12.3 Propriété relative aux développements

L'Amue est et demeure, pour le monde entier et pour la durée des droits d'auteur, propriétaire de la totalité des droits sur le produit ainsi que de toutes modifications effectuées par l'Amue ou qui résulteraient de la mise en œuvre de prestations exécutées au titre des accords-cadres de l'Amue relatifs à l'édition et à l'intégration de l'outil.

Ainsi, les établissements s'engagent à ne pas réutiliser les éléments quels qu'ils soient dont notamment ceux de conception, de modèles de données, au profit d'un projet concurrent, fût-il au sein de la communauté universitaire ou développé en interne.

Les obligations ci-dessus stipulées se maintiendront au-delà de la fin de la convention.

Article 13 : Report ou abandon du projet

En cas de report ou d'abandon de projet du fait de l'Etablissement, ce dernier doit en informer la direction de l'Amue par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai d'au moins un mois avant sa date effective et prendre en charge les engagements financiers que l'Amue a contractés, à savoir le montant de la Redevance de Déploiement.

13.1 Report du projet ou du déploiement

En cas de report dans la mise en place du projet au regard du planning défini entre l'Etablissement et l'Amue, seul un réaménagement partagé des actions en aval est réalisé, sans indemnité ni pour l'Amue ni pour l'Etablissement.

Si l'importance du retard pris à la mise en place du projet est telle qu'aucun réaménagement du planning de l'Etablissement ne peut être compatible avec le planning de la vague de déploiement, l'Etablissement s'engage en tout état de cause à intégrer la vague de déploiement suivante.



En cas de retard pris par l'Etablissement dans le déploiement, l'Etablissement s'engage en tout état de cause à intégrer la vague de déploiement suivante.

Dans ce cas, les prestations réalisées pour le compte de l'Etablissement par l'Amue dans le cadre du déploiement inabouti sont à la charge de l'Etablissement. Lors du nouveau déploiement, seules les prestations qui doivent être réalisées de nouveau ou qui le sont pour la première fois font l'objet d'un paiement à l'Amue.

13.2 Abandon du projet

En cas d'abandon total du projet par l'Etablissement ou par l'Amue, le remboursement de la totalité des sommes investies par l'autre partie est exigé, de plein droit, sans mise en demeure préalable, à compter du lendemain du jour de la réception du courrier recommandé avec accusé de réception de la partie défaillante notifiant son abandon du projet.

L'indemnité due par l'Amue ou par l'Etablissement est calculée en fonction des dépenses déjà engagées. En tout état de cause, elle est plafonnée :

- Pour les dépenses de déploiement, hors licences, à 150 000 € HT.
- Pour les dépenses relatives l'acquisition de licences, au montant des licences acquises par l'Amue sur le fondement de la présente convention.

Article 14 : Audit

Dans le cas, où l'exploitation du logiciel Siham est rendue impossible, l'Amue peut solliciter l'expertise d'un tiers pour déterminer les causes de l'indisponibilité.

Après identification par l'audit de l'origine du dysfonctionnement, les opérations de réparation ainsi que l'audit en lui-même sont à la charge de la partie reconnue responsable de celui-ci.

En cas de responsabilité collective, les frais sont partagés à proportion des erreurs constatées par l'audit.

Article 15 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation devient effective deux (2) mois après l'envoi par la Partie demanderesse d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la résiliation à moins que, dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

Article 16 : Règlement des différends



En cas de litige de quelque nature que ce soit, au sujet de la présente convention, les Parties signataires s'engagent à le régler, dans la mesure du possible, par voie amiable avant tout recours au tribunal administratif compétent.

Article 17 : Signatures des parties

En deux exemplaires originaux.

Fait à _____, le _____

Fait à Paris, le _____

Pour Avignon Université

Le Président,

Pour L'Amue

Le Directeur,

Philippe ELLERKAMP

Simon LARGER

En annexes :

1. Macro-planning déploiement Siham
2. Cahier des charges d'implantation Siham (CCI)
3. Guide du correspondant
4. Charte d'assistance
5. Conditions de maintenance des licences HR Access 2017-2022
6. Conditions financières d'acquisition et de maintenance des licences HR Access 2017-2022